

Comment la future présidente (?)

• D'abord le business et les emplois aux Etats-Unis

• Affaiblissement du droit international

• Des commentaires acides à l'endroit du monde arabe

ON l'aura compris, c'est un livre électoral, destiné à mettre en valeur son auteure, l'ancienne Secrétaire d'Etat et actuellement sénatrice, Hillary Rodham Clinton. Elle se lance dans la campagne de la prochaine présidentielle américaine, à commencer par l'investiture de son parti, les Démocrates. Dans cette perspective, il faut se mettre en valeur et ne fâcher personne: ni les Hispaniques, ni les Noirs, ni les femmes, ni les hommes, ni les juifs... Néanmoins, il y a une communauté préposée à être houspillée: les Arabes. Plus quelques piques fort méchantes à l'endroit de Nicolas Sarkozy (un peu atténuées dans la traduction française).

Pas de très grandes révélations non plus.

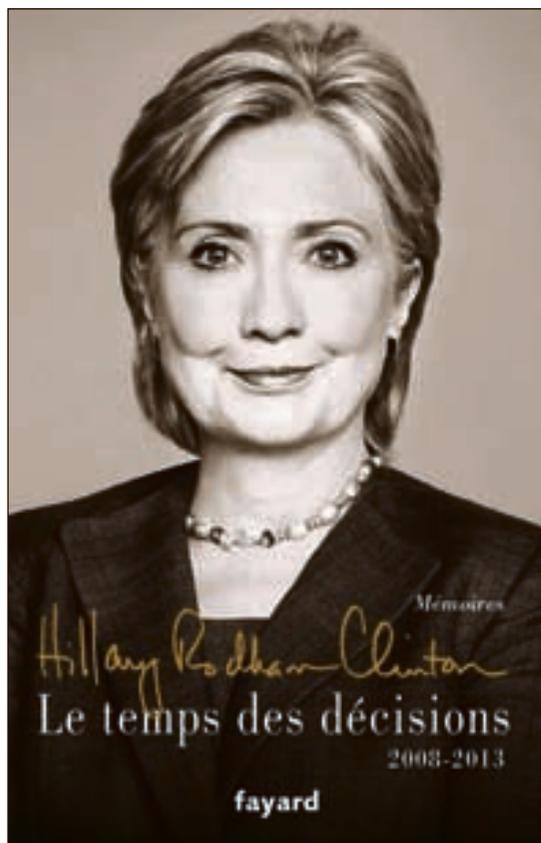
En revanche, une description des instruments de la puissance: plus de 70.000 diplomates et autres personnels du Département d'Etat, répartis dans 270 représentations dans le monde. Auxquels s'ajoutent les services de la CIA (apparemment autant que les civils), les experts divers... et des moyens matériels sans commune mesure avec ce dont dispose n'importe quelle autre puissance. Et l'armée avec ses bases et ses porte-avions. Et les réquisitions sur les multinationales des données... Et les «partenaires» qui ne peuvent pas dire non.

Ce dernier point clairement écrit. Il est mot pour mot ce qu'a indiqué le président Obama dans son discours refixant la politique étrangère, devant les militaires de l'Académie de West Point, en mai dernier.

En fait, ce point vient en deuxième position.

La première place est occupée par le principe: «Nous n'avons besoin de personne pour nous autoriser à défendre nos intérêts». Exit donc le droit international et les institutions chargées de le défendre. C'est un changement colossal sur la planète, qui est peu visible par les yeux des autres Occidentaux, car les intérêts sont convergents.

Sous des yeux arabes, ce premier principe a des applications dangereuses et



«Le temps des décisions» d'Hillary Rodham Clinton (Editions Fayard) est sorti cet été, en même temps en plusieurs langues. Il fait suite à «Mon histoire» que l'on peut déjà trouver en édition bon marché. Elle a publié deux autres ouvrages: «Il faut tout un village pour élever un enfant» (un livre de chroniques) et «Civiliser la démocratie», qui est le plus intéressant de tous mais pas facile à trouver car il date de 1998. Il appartient au courant de la gauche des Démocrates, si l'on peut s'exprimer ainsi. Depuis, la sénatrice (et future présidente?) a changé bien de ses opinions, rejoignant plutôt un centre plus ou moins social. Hillary Clinton a fait l'objet de dizaines de livres, de tout genre

des intérêts secondaires, et d'une manière générale des valeurs, de la société américaine. Dans ces cas, les partenaires sont tenus de prêter main forte, ou même d'agir en lieu et place. Washington «a les moyens de se faire entendre», écrit Hillary Clinton. «Parier contre les Etats-Unis n'est jamais intelligent», écrit-elle, il en résulte guerre, crise... On sent bien qu'elle ne met aucune agressivité dans ses propos. C'est juste un constat.

Le pivot asiatique

On savait que l'Asie était devenue l'axe important de la politique américaine. Il s'appelle d'ailleurs le «pivot», où s'appliquent les principes ci-dessus: Mer de Chine? Pas d'intérêt, donc Washington pousse l'idée de régulariser les conflits avec du droit et des institutions. Pakistan, Arabie? Intérêts directs, interventions directes dans la conduite de ces Etats. Après avoir voté l'invasion de



Hillary Clinton et sa fille aux obsèques de Hassan II, en 1999. Elle était à l'époque la Première Dame aux Etats-Unis (Ph. AFP)

prédit des lendemains sombres. Les systèmes multilatéraux sont à terre: l'OMC en meurt ainsi que les conventions traitant du droit de la guerre ou du droit financier international. Un avenir difficile, qui

sera pourtant fabriqué, ou partiellement fabriqué à Washington, avec l'intention de «faire le bien pour les Arabes».

Maintenant, le deuxième principe, celui qui vise les «partenaires», traite

l'Irak, Hillary Clinton se dit aujourd'hui opposée. Elle suit en cela l'évolution de l'opinion américaine, fatiguée de ces guerres perdues n'engendrant qu'encore plus de chaos.

des USA voit le monde



Le 4 juin 2009, des bazaristes de Bagdad regardent Obama lors du fameux discours du Caire. Ce discours a eu un retentissement puissant. Hillary Clinton consacre 200 pages sur 600 au Moyen-Orient et au monde musulman, pour marteler que les régimes devaient changer (Ph. AFP)

La sécurité énergétique est maintenant assurée par les gaz de schistes et n'exige plus autant d'efforts pour stabiliser les zones pétrolières traditionnelles.

Après le discours du Caire, avertissant les pays arabes sur leur nécessité de changer de régimes, Washington a soutenu fortement les révolutions. Hillary Clinton a choisi de publier des photos la représentant avec les miliciens libyens, les révoltés de la place Tahrir... On sait ce qu'il est advenu de ces révolutions, y compris contre son propre pays.

La sénatrice récuse néanmoins toute responsabilité et ne propose pas grand-chose pour la suite des événements. Ce qui n'est pas si mauvais, vu les dégâts engendrés par l'action occidentale.

Si le livre ne correspond pas à son titre, en revanche, il contient des formules très intéressantes, dont la meilleure est «le plus haut des plafonds de verre», lorsque l'auteur a perdu la course à l'investiture contre Obama. □

N.S.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

La place particulière de l'Algérie

LE Maroc n'est cité qu'une fois, et ce, dans une énumération des pays d'Afrique du Nord.

L'Algérie, avec deux pages, ouvre le chapitre sur l'énergie et l'emploi, deux notions liées dans l'esprit américain: les ventes de matériels à l'étranger créent des emplois aux Etats-Unis. Elles sont donc liées dans la politique de la Secrétaire d'Etat, de ses prédécesseurs et de ses successeurs. Il ne faut pas le sous-estimer: le Sommet de Washington, la première semaine d'août 2014, était très orienté sur les ventes de biens et services. La Secrétaire d'Etat lui consacre tout un chapitre, chapitre qui commence par l'Algérie.

C'est un «pays complexe», où les Etats-Unis «mettent en balance leurs valeurs et leurs intérêts»: elle «est un allié de poids dans la lutte contre Al Qaïda et une force stabilisatrice potentielle» dans le contexte libyen et ma-



En octobre 2012, Hillary Clinton rend visite à Abdelaziz Bouteflika. Elle le presse avec succès de passer les marchés algériens auprès d'entreprises américaines. Selon la Secrétaire d'Etat, l'Algérie «oblige les Etats-Unis à mettre en balance leurs valeurs et leurs intérêts». Cette dernière sort gagnante: en plus des équipements énergétiques, l'armée algérienne roule sur un budget annuel de 8,6 milliards de dollars (contre 3,3 pour le Maroc) (Ph. AFP)

lien. «Mais son bilan des droits de l'homme est mauvais et c'est une économie relativement fermée».

C'était donc, dit Hillary Clinton, l'occasion de promouvoir le développement algérien et les intérêts américains en vendant à Alger pour 2,5 milliards de dollars de centrales General Electric (GE donnera un tout autre chiffre lors du Sommet USA-Afrique 2014: 2,3 milliards pour l'ensemble de ses chantiers africains, dont la moitié en Algérie)... Pour cela, il faut prendre la place des Européens traditionnels fournisseurs, que l'ancienne Secrétaire d'Etat accuse de corrompre les marchés algériens. On aura compris les réactions très émotives du Français Montebourg, ministre du Redressement industriel, quand GE a voulu prendre le contrôle d'une partie d'Alstom. Ce qui a fini par se faire quelques semaines plus tard. □